

9 avril 2024 - [Seul le prononcé fait foi](#)

[Télécharger le .pdf](#)

# Déplacement du Président de la République à Prague.

Petr PAVEL [*propos traduits du tchèque*]

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs.

Tout d'abord, je m'excuse de ce retard qui prouve que les sujets que nous avons évoqués sont non seulement importants, mais que nous avons pu les approfondir, et j'apprécie énormément que Monsieur le Président MACRON soit venu en République tchèque peu après ma visite en France. Notre débat a été très ouvert et je m'en réjouis.

En effet, historiquement, les relations entre nos deux pays sont très étroites et nous nous retrouvons au cœur de notre époque. En effet, nos positions en ce qui concerne la situation internationale complexe se rapprochent énormément. Nous avons les mêmes points de vue pour ce qui est de l'évolution de la situation en Ukraine. Quelles devraient être les solutions ? À quel horizon ? Par quels moyens ? Nous sommes d'accord que la seule façon est de continuer à soutenir l'Ukraine parce que c'est quelque chose qui en principe est correct. Mais également, nous ne voulons pas que la Russie gagne avec sa vision du monde. Nous voulons vivre dans un monde où les règles sont respectées par les petits et les grands pays et nous voulons bâtir sur ces règles. Si la Russie gagnait en Ukraine, nous serions ainsi vaincus et ce n'est pas le monde que nous voulons. C'est pourquoi il faut continuer à soutenir l'Ukraine.

Nous avons également évoqué les sujets bilatéraux de notre coopération en matière de défense, du secteur de l'énergie, mais cela fera notamment l'objet de réunions avec le premier ministre tchèque. J'apprécie que le débat ait été ouvert et j'espère que nous allons pouvoir poursuivre dans la même ambiance.

Aujourd'hui, à l'Office du gouvernement de la République tchèque, nous allons signer un plan stratégique de coopération entre nos deux pays afin de fixer un cadre pour une coopération renforcée encore plus élargie.

Je voudrais remercier Monsieur le Président de la République de cette visite courte mais très importante. Et j'ai hâte de nous retrouver de nouveau. Je pense que pour la prochaine fois, ce sera au mois de juin de cette année, où nous allons fêter ensemble le débarquement en Normandie.

Merci, monsieur le Président.

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup, Monsieur le Président, cher Petr, pour ces mots et l'accueil aujourd'hui.

La discussion que nous avons eue ensemble, en effet, montre la convergence de vue sur beaucoup de sujets essentiels. Vous étiez venu le 20 décembre dernier à Paris ; nous avions eu l'occasion d'échanger longuement sur la relation bilatérale et la situation internationale.

Je me souviens et chacun se souvient ici du jour d'après, si je puis dire et je veux, ici, vous redire les condoléances et le soutien de la France après la fusillade à l'Université Charles. Nous aurons l'occasion tout à l'heure de rendre hommage aux victimes de cette tragédie lors d'un moment de recueillement.

Notre échange, le Président l'a dit, a été très riche. Nous avons évidemment parlé avant tout de la situation en Ukraine pour réaffirmer les objectifs qui sont les nôtres. La Russie ne peut ni ne doit gagner cette guerre. Nous soutiendrons aussi longtemps que nécessaire le peuple ukrainien et son armée. Pour ce faire, nous avons plusieurs actions communes au-delà de ce qui, ces derniers mois, a été structuré comme les différentes coalitions capacitaires, et en particulier la coalition artillerie que la France et les Etats-Unis co-président.

L'initiative prise par la République tchèque en matière de munitions est un complément important auquel nous adhérons et donc nous allons travailler ensemble. Nos ministres vont poursuivre ces travaux cet après-midi ; c'est l'illustration d'un volontarisme et d'un pragmatisme. Aussi, nous avons accéléré et augmenté nos productions en Européens et nous avons livré les stocks qui étaient disponibles. Les besoins de l'Ukraine sont d'un tel niveau qu'il faut aller chercher maintenant au-delà de ce que nous pouvons produire et de ce que nous avons en stock, c'est le sens de cette initiative. Il faut aussi aller chercher vers des pays tiers non-européens des capacités restantes pour faire face aux besoins de court terme en termes de munitions à l'Ukraine.

À côté de cela, nous allons compléter aussi ce travail par des échanges ministériels qui se tiendront cette semaine, qui seront coordonnés par le ministre de la Défense et des Affaires étrangères, et qui permettront d'avancer suite aux discussions que nous avons eues à Paris lundi dernier, afin de consolider une coalition capacitaire en matière de tir de longue et moyenne portée, d'une part, et d'autre part, de pouvoir avancer sur les coopérations auxquelles nous sommes prêts à l'égard des Ukrainiens pour faire différemment. Comme nous l'avons dit, les 5 leviers d'action qui ont fait l'objet d'un consensus dans la discussion de lundi dernier à Paris : sur le déminage, la présence civile à la frontière biélorusse, la question de la Moldavie et de sa protection, et la question de la coproduction industrielle sur le sol ukrainien et d'un soutien cyber. Sur ces actions-là, d'ailleurs, plusieurs coopérations existent déjà et la relation avec la République tchèque est très forte et je vous remercie de la qualité de ce travail commun.

Au fond, ce que nous partageons, c'est la certitude que nous sommes touchés par cette guerre qui est sur le sol européen, que s'y joue une partie de notre avenir et que s'y joue aussi notre capacité à nous défendre de manière autonome dans les cadres que nous connaissons, qui sont ceux de notre histoire, l'OTAN, l'Union européenne, mais aussi en sachant définir les voies et moyens de produire et d'agir ensemble en Européens.

Au-delà de ça, nous avons pu évoquer en effet le partenariat stratégique que nous allons signer avec le Premier ministre, la question du nucléaire civil et des différentes coopérations qui structurent la relation bilatérale.

Mais je veux ici dire combien, sur la question du nucléaire civil, le partenariat qui est le nôtre est, à mes yeux, très fort. Il est aujourd'hui de nature politique. Nous allons signer un accord industriel sur l'uranium tout à l'heure et nous souhaitons aller encore plus loin. La France, vous le savez, est candidate aux grands prospects que la République tchèque aura à décider mais c'est notre conviction que se joue aussi une partie de cette souveraineté européenne qu'on évoquait là. Nous devons apporter une solution au défi climatique et émettre moins de CO2. Nous devons être plus souverains en matière d'énergie, et donc la produire sur notre sol, plutôt que de dépendre de ce qu'on importe. Et nous devons produire une énergie compétitive, pilotable pour continuer à créer des emplois. Le nucléaire répond à cette stratégie et c'est pourquoi nous continuerons aussi d'avancer sur ce point.

Voilà les quelques mots en complément de ce qu'a dit à l'instant Monsieur le Président, que je voulais avoir. Nous avons évidemment également évoqué la situation au Moyen-Orient avec une communauté de vue très forte pour appeler à un cessez-le-feu - en ce qui concerne la France, et c'est vraiment une préoccupation des plus vives sur la situation humanitaire et la nécessité de poursuivre sur la discussion politique et la solution à deux États. Nous avons pu ensuite revenir sur plusieurs autres sujets internationaux avec la même communauté de vue.

En tout cas, Monsieur le Président, merci pour votre accueil aujourd'hui dans ce moment privilégié, un moment grave pour notre continent, j'ai retrouvé de la constance et je dirais, une vraie intimité stratégique, celle que j'avais pu déjà apprécier à Paris le 20 décembre dernier, que je retrouve à Prague aujourd'hui. Merci beaucoup.

Journaliste

Monsieur le Président MACRON, vous avez assumé la semaine dernière une ambiguïté stratégique. Mais cela a aussi permis de lever toute ambiguïté sur le fait que, autour de vous, la quasi-totalité des Occidentaux n'ont, eux, pas d'intention d'envoyer des militaires en Ukraine. Est-ce que vous n'avez pas pris le risque d'envoyer un message de division des Européens et des Occidentaux plutôt que de fermeté ? Et tout à l'heure, vous avez dit qu'il ne fallait pas être lâche. Est-ce un message, une réponse à ceux qui ont critiqué vos propos ?

Et Président PAVEL, est-ce que vous comprenez la position de la France sur cette question ou est-ce que vous estimez que la France est isolée sur cette position ? Merci.

Emmanuel MACRON

Je ne reviendrai pas sur tous les commentaires qu'il y a pu y avoir, ni ne commenterai moi-même mes propos. Ils étaient clairs, assumés et précis.

Mais expliquer que nous n'allons pas nous mettre des contraintes à nous-mêmes, je pense, est absolument nécessaire quand on est engagés à ce point sur la situation qui est celle de l'Ukraine.

Moi, je veux simplement constater que 27 pays se sont rendus à l'invitation de la France lundi dernier, que nous avons pu en tirer des conséquences opérationnelles. Les 27 étaient d'accord pour investir davantage. C'est un message de mollesse ou de fermeté ? De fermeté. Six avaient déjà signé leurs accords bilatéraux, nous avons invité tous les autres à le faire avec l'Ukraine et nous avons décidé de faire davantage. C'est lundi dernier à Paris qu'a été décidé à la fois de soutenir l'initiative tchèque en matière de munitions et la création d'une nouvelle coalition capacitaire pour justement les tirs à haute précision qui sont nécessaires sur le front aux Ukrainiens, comme vous le savez.

Ensuite, nous avons bâti un consensus sur les 5 leviers d'action de coopération avec l'Ukraine que je viens de rappeler et j'ai dit quel était le cadre. Je n'ai pas dit qu'il y avait de consensus encore, mais je considère que c'était important de le faire parce que nous devons tous être conscients que cette guerre nous touche et on n'a jamais envie de voir les choses telles qu'elles sont. Nous devons être lucides. Ça fait deux ans maintenant que nous répétons à longueur de conférence de presse : "La guerre revient sur le sol européen". Cela fait deux ans que nous avons révélé l'étendue des matériels déjà livrés, les montants déjà livrés. Est-ce notre guerre ou n'est-ce pas notre guerre ? Pouvons-nous nous détourner, considérer que les choses peuvent continuer à se jouer ? Je ne crois pas. Et donc, c'est un sursaut stratégique auquel j'ai appelé et que j'assume pleinement. Il nous faut être lucide sur la réalité de la situation qui se joue en Europe. Les risques qui sont à l'œuvre et ce que nous devons assumer. Je suis convaincu que justement la clarté assumée de ces propos est ce dont l'Europe avait besoin.

Mais allez plutôt demander au Président POUTINE ce qu'il est prêt à ne pas faire. Qui a lancé la guerre en Ukraine ? Vladimir POUTINE. Qui menace, quoi que nous fassions, quoi que nous disions, avec l'arme nucléaire ? Le Président POUTINE. Tournez-vous tous vers lui pour savoir quelles sont ses limites stratégiques. Mais si chaque jour nous expliquons quelles sont nos limites face à quelqu'un qui n'en a aucune et a lancé cette guerre, je peux déjà vous dire que l'esprit de défaite qui rôde : pas chez nous.

Petr PAVEL [*propos traduits du tchèque*]

Je vais me rallier aux côtés de Monsieur le Président.

Nous sommes tous les deux tout à fait d'accord : l'Europe doit jouer un rôle primordial en ce qui est de l'aide à l'Ukraine et de la menace envers la Russie pour qu'elle ne continue pas dans cette agression. Nous sommes tous d'accord : qui a violé le droit international ?

Si on se comporte dans le cadre du droit international, il ne faudrait pas qu'on se ferme des possibilités de soutien apportées à l'Ukraine, je suis d'accord. Il faut rechercher de nouvelles possibilités, y compris le débat d'une éventuelle présence en Ukraine sous différentes formes, il y a tout un nombre de possibilités. Le débat a été lancé, la dernière fois, c'était les ministres de la Défense au sein de l'OTAN, il y avait également cette réunion de consultation des leaders à Paris et il faut poursuivre. En effet, si nous voulons que la Russie ne réussisse pas en Ukraine, on ne peut pas se contenter de ce soutien qui est fourni aujourd'hui, et je suis tout à fait d'accord, il faut rechercher de nouvelles formes, de nouvelles solutions. Il ne faut pas se limiter là où on n'est pas obligés de se limiter.

Journaliste

Monsieur le Président, pour revenir à la première question sur l'envoi de soldats en Ukraine, faut-il franchir d'autres étapes impensables au début de l'agression, comme l'autorisation de l'utilisation des missiles qui peuvent toucher le territoire russe en profondeur, ou parlant de la France, livraison des avions Mirage ? Et concernant le projet tchèque, de quelle façon la France va le soutenir ? Quel est le bilan actuel ? On finance ces projets ou des projets similaires, est-ce que c'est envisageable pour que ça soit financé, d'utiliser les bénéfices des avoirs russes gelés, même en partie ? Merci.

Monsieur le Président, quelle est la situation actuelle pour ce qui est de ce projet, de cette initiative tchèque ? Quel est le nombre de pays qui ont déjà contribué ? Quel est le rôle que la République tchèque va entamer ? Est-ce qu'elle va coordonner également les fournitures de munitions en Ukraine ? Et pour ce qui est de la question de l'envoi des armées, des soldats, plusieurs pays ont dit « non », mais peut-on éventuellement envisager d'envoyer des équipes techniques qui vont soutenir les systèmes d'armement ou les services de renseignement s'ils sont déjà présents sur le territoire ukrainien ? Merci.

Petr PAVEL [*propos traduits du tchèque*]

Tout d'abord, j'ai dit qu'il ne fallait pas se limiter. Je n'ai pas parlé de forme concrète de présence et de soutien, il y a tout un nombre de possibilités et le temps est venu de les discuter. En effet, il y a une certaine peur d'évoquer la présence des armées combattantes en Ukraine, ce qui pourrait représenter le fil rouge mais là, nous parlons de différentes formes d'assistance.

On a évoqué, par exemple, la question concernant une éventuelle réaction russe, s'il était plus dangereux de former les soldats ukrainiens sur notre territoire ou sur le sol ukrainien. Je pense que ça revient au même, c'est l'Ukraine qui est le pays menacé et même si on avait une mission d'exercice en Ukraine, cela ne représente aucune violation de droit international. C'est à nous de choisir la forme de l'assistance à apporter en Ukraine, si nous restons dans cette limite de cet engagement non combattant. Et là, effectivement, je pense qu'il faut qu'on ait l'esprit ouvert et qu'on pèse toutes les possibilités qui se présentent. Et il ne faut pas renoncer a priori.

Emmanuel MACRON

D'abord, merci pour votre français qui me touche beaucoup dans un pays où le nombre d'apprenants a augmenté l'année dernière de 10 %, ce qui est une avancée pour la francophonie. Merci d'avoir fait aussi cet effort en tant que journaliste, je voulais vous dire combien j'y suis sensible.

Ensuite, sur votre première question, je souscris à ce qu'a dit le Président à l'instant. Une fois encore, toutes les formes de coopération qui seront utiles et demandées par les Ukrainiens et qui s'inscriront dans le cadre de ce que nous avons décidé, nous le ferons.

La pratique de la France est de ne pas annoncer avant ce qu'elle fait, avec trop de détails - ce qui parfois nous a valu des critiques ou, dans certains classements très médiatisés, d'être mal compris - mais plutôt dire exactement, en temps et en heure aux Ukrainiens ce que nous faisons et l'annoncer après. Parce que c'est une guerre, en vrai, pas une guerre de communication mais elle est aussi informationnelle. Mais enfin, pas pour nos égos, pour l'efficacité sur le terrain, moi, je ne vais pas vous dire en détail ce qu'on fera parce que j'affaiblirais ce faisant l'efficacité de cette aide et le soutien aux Ukrainiens. Mais nous suivrons la même logique et c'est un peu celle qui a pu troubler le débat médiatique.

C'est qu'au fond, nous avons trop tendance, par nos systèmes, à vouloir tout dire, dire exactement ce que nous allons faire et ne pas faire face à quelqu'un qui lui ne dit rien mais fait y compris ce qu'on pensait impensable ; ce n'est pas ça l'efficacité. Le président l'a rappelé. Et donc, il nous faut ici savoir garder aussi les choses pour soutenir les Ukrainiens avec la plus grande efficacité.

Nos principes sont simples : la Russie ne peut pas, ni ne doit gagner cette guerre. Nous voulons soutenir l'Ukraine, peuple souverain, qui décide encore, jusqu'à preuve du contraire, ce dont il a besoin et les tierces parties qu'il appelle. Il n'y a que les Russes qui pensent que les Ukrainiens n'ont plus le droit de faire ça, ne reprenons pas leurs argumentaires. Ils sont souverains, les Ukrainiens.

La deuxième chose, c'est que nous ne voulons pas d'escalade, nous n'avons jamais été dans la belligérance. Mais là aussi, gare aux messages qui rôdent car à chaque étape depuis deux ans, on disait "Si vous livrez des tanks, il y aura des représailles ; si vous livrez des avions, il y aura des représailles ; si vous envoyez des obus de moyenne portée, il y aura des représailles". Nous l'avons tous fait, après avoir tous dit qu'on ne le ferait pas - je le dis avec beaucoup d'humilité. Le pas d'escalade n'est pas défini par la partie russe, elle est définie par un consensus de tous.

Et puis la troisième chose, c'est que nous devons garder nos capacités pour nous défendre nous-mêmes, dans ce cadre-là, nous continuerons des coopérations très concrètes avec les Ukrainiens sur nos livraisons, nos coopérations, et puis la possibilité de mobiliser des tierces parties. A cet égard, l'initiative tchèque est extrêmement utile, nous la soutenons, nous y participerons. Elle consiste, comme je le disais, à aller chercher des munitions partout où elles sont disponibles, compatibles avec les équipements que nous avons livrés. Et nous avons commencé des travaux qui étaient jusqu'alors, je dirais, conduits séparément, et là c'est un travail de mutualisation de plus grande efficacité, donc nous le soutenons et nous sommes prêts à y contribuer. Les ministres vont nous proposer les voies et moyens de le faire et je pense que, dans ce cadre, cela peut être une mobilisation bilatérale, ça peut être des coopérations avec ces tierces parties, des financements bilatéraux comme des financements européens, ceux de la Facilité européenne de paix qui peuvent être mobilisés pour partie au service de cette initiative.

Sur ce qui est des avoirs russes gelés, la position de la France est simple : nous sommes tout à fait favorables à la proposition de taxer les revenus des avoirs qui sont identifiés et dont le cadre légal a été précisé sur Euroclear, ce qui représente 3 à 5 milliards par an. Nous ne sommes pas favorables nous-mêmes à procéder à des choses qui sont proscrites par le droit international et à ouvrir un débat qui, je crois, affaiblirait l'Europe où beaucoup de ces avoirs se trouvent, mais ouvrirait, si je puis dire, un doute.

Donc je suis pour, là aussi, quand on défend la règle de droit, l'appliquer jusqu'au bout. Par contre, je suis favorable à ce qu'on finance notre effort, y compris avec des financements européens plus innovants, comme l'a proposé, par exemple, la Première ministre Kaja KALLAS, consistant à apporter des garanties budgétaires nationales pour émettre sur le marché de la dette commune afin de financer notre effort industriel et de guerre. Cela fait partie des options que la France soutient. Merci beaucoup.